

Acheteur

**Direction Interdépartementale
des Routes Nord**



**MINISTÈRE
DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE ET
DE LA DÉCENTRALISATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

A21 Modernisation du PR7+520 au PR11+430 (62)
**Conception des ouvrages et équipements de gestion des eaux
pluviales**

Dossier de consultation des entreprises

A3 - Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

Représentant de l'acheteur (RA) :

Service d'Ingénierie Routière Ouest
Immeuble Métroport
10 place Salvador Allende - CS 40 424
59 664 Villeneuve d'Ascq CEDEX
Téléphone : 03.20.43.71.71

SOMMAIRE

1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.1 - Généralités.....	3
1.2 - Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques.....	3
2 - DESCRIPTION DU SITE ET ENJEUX.....	4
2.1 - Localisation.....	4
2.2 - Présentation et état d'avancement de l'opération.....	4
1 - Présentation de l'opération.....	4
2 - État d'avancement.....	4
3 - Entrants.....	4
2.3 - Contexte environnemental.....	4
1 - Géologie.....	5
2 - Hydrogéologie.....	5
3 - Hydrographie.....	5
3 - DÉFINITION DU PROGRAMME D'ÉTUDE.....	6
3.1 - Gestion de l'eau.....	6
1 - État initial.....	6
2 - Objectifs.....	7
3.2 - Ouvrages et équipements à concevoir.....	7
4 - DÉFINITION DE LA MISSION.....	8
4.1 - Moyens matériels-logiciels.....	8
4.2 - Déroulement de la mission.....	8
1 - Visite terrains / Réunions.....	8
2 - Documents remis.....	8
4.3 - Éléments de mission.....	9
1 - Phase 1 (niveau DIAG).....	9
2 - Phase 1 (niveau AVP).....	10
3 - Phase 2 (niveau PRO).....	11
4.4 - Obligation de discrétion.....	13
5 - DOCUMENTS TECHNIQUES DE RÉFÉRENCE.....	14

1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 - Généralités

L'objet du présent marché est d'actualiser et d'affiner le programme de modernisation des ouvrages et équipements publics de collecte, gestion et traitement des eaux pluviales de l'autoroute A21 à l'échelle d'un Bassin Versant Routier (BVR) s'étendant du PR7+520 au PR11+430 (deux sens de circulation), situé sur la commune de Lens dans le Pas-de-Calais.

La DIR Nord souhaite confier la réalisation des missions suivantes :

- les études de diagnostic (DIAG) afin de mettre à jour le programme ;
- les études de niveau avant-projet (AVP) ;
- les études de niveau projet (PRO).

Les équipements à concevoir concernent les ouvrages de collectes (noues/fossés, caniveaux, collecteurs, dalots, ...) et les ouvrages de traitement (bassins étanche et d'infiltration) des eaux pluviales routières y compris équipements.

1.2 - Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

2 - DESCRIPTION DU SITE ET ENJEUX

2.1 - Localisation

L'autoroute A21 ou Rcade Minière est un axe Ouest – Est reliant l'autoroute A26, sur la commune d'Aix-Noulette (62), à l'autoroute A2, sur la commune de Douchy-les-Mines (59). Cette infrastructure a été construite dans les années 1970, d'abord nommée RN48 puis mise aux normes autoroutières en 1978, elle devait permettre de supporter le fort trafic entre le bassin minier et les autres métropoles du Nord-Pas-de-Calais via l'A1 et l'A26.

Le Bassin Versant Routier (BVR) « Lens » à étudier est la section de l'A21 comprise entre le PR7+520 au PR11+430. Cette section comporte 4 échangeurs (de E9 à E12).

2.2 - Présentation et état d'avancement de l'opération

1 - Présentation de l'opération

L'opération de modernisation environnementale de l'autoroute A21, infrastructure antérieure à la Loi sur l'Eau, consiste à la mise aux normes ou création de dispositifs d'assainissement.

Concernant le « BVR Lens », objet du présent marché :

- Imperméabiliser le BVR ;
- Adaptation des bassins existants (47G01 et 47G01bis) ;
- Création d'un bassin de traitement couplé au bassin d'infiltration existant (D07 au PR10+557).

2 - État d'avancement

Le projet est en cours de conception niveau études préalables.

3 - Entrants

L'étude s'appuiera sur les éléments existants et les études déjà réalisées, qui sont répertoriées de façon non exhaustive dans la liste ci-dessous. Il appartiendra au titulaire de compléter cette liste.

Les études déjà réalisées :

- Diagnostic écologique définitif – Impacts et mesures, Seged, févr 2025 ;
- Compte-rendu de suivi piézométrique d'octobre 2024 à janvier 2025, Ginger Cebtp ;
- Étude géotechnique de conception (G2) – Phase Avant-Projet (AVP), Ginger Cebtp, déc 2024 ;
- Relevé topographique, 2024 ;
- Rapport d'études PAI Bassins, Cerema, 2022 ;
- Rapport d'études Vulnérabilité de la ressource en eau de l'A21, Cerema, 2021.

2.3 - Contexte environnemental

Les informations concernant la géologie et l'hydrogéologie sont issues du rapport Cerema « Étude de la vulnérabilité de la ressource en eau de l'A21 à l'Est de l'A1 dans les départements 62 et 59 – Référence C19NE0048 » .

1 - Géologie

Au droit de la zone d'études, la craie est partiellement recouverte par des dépôts superficiels quaternaires variables composés de limons argilo-sableux ou de remblais. Les déblais présents ou les configurations en profil rasant sur cette section ont retiré la protection argilo-sableuse. L'infiltration est relativement rapide. Les terrains sont donc considérés de classe 1 selon [NI_vulnérabilité] : terrains à perméabilité très forte à forte comportant des nappes ou réseaux aquifères étendus.

2 - Hydrogéologie

a) Nappes aquifères

La nappe concernée est la nappe de la Craie du Séno-Turonien des bassins versants des cours d'eau de la Mer du Nord.

b) Captages d'alimentation en eau potable

La zone d'étude est concernée par deux Aires d'Alimentation du Captage (A.A.C.) d'après les données SDAGE, zones particulièrement vulnérable vis à vis de la ressource en eau :

- AAC de Lens-Liévin (Code Sandre : 1695) ;
- AAC de Salomé (Code Sandre : 4331).

La zone d'étude est à plus de 1 km du périmètre éloigné de protection AEP le plus proche.

La DiR Nord fournira les données relatives aux périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable (AEP) qui constituent des données protégées faisant l'objet d'une clause de confidentialité et son patrimoine routier au format pdf/jpg et couches Shapefile.

c) Vulnérabilité des nappes

La vulnérabilité de la ressource en eau souterraine est évaluée comme forte.

3 - Hydrographie



Carte des cours d'eau (source DDTM62)

3 - DÉFINITION DU PROGRAMME D'ÉTUDE

3.1 - Gestion de l'eau

1 - État initial

Le « BVR Lens » s'étend du PR7+520 au PR11+430.

La surface active est d'environ 170 445 m².

Ce BVR n'est pas étanche et dispose d'aucune protection contre la pollution accidentelle et chronique.

a) Réseau de collecte

Le réseau de collecte des eaux de ruissellement routières est composé essentiellement de fossés enherbés à bonne capacité d'infiltration et lorsque la chaussée est déversée vers le Terre Plein Central (TPC), la collecte est assurée par des regards à grilles placés sous la Glissière Béton Armé (GBA) recouverts par des capots métalliques.

b) Exutoires

Les exutoires identifiés sont :

- la buse de Ø 800 mm située au PR7+690. Aucun dispositif de traitement de pollution en amont ;
- le couple de bassins existants RN47 G01 et RN47 G01bis situé au droit du PR9+700. Le traitement de la pollution est assuré par le bassin étanche RN47 G01 équipé d'un bipasse et d'un débourbeur/déshuileur ;
- le bassin d'infiltration existant D07 situé au PR10+557. Aucun dispositif de traitement de pollution.



Exutoires « BVR Lens »

Du fait de la difficulté d'accès au bassin existant D07 (PR 10+557) depuis la section courante de l'A21 et de l'impraticabilité du chemin d'accès, ce bassin d'infiltration souffre d'un défaut d'entretien et est en très mauvais état (absence de portail, végétation importante, présence d'arbres).

2 - Objectifs

Le parti d'aménagement retenu est de collecter les eaux de la chaussée dans un réseau étanche afin de préserver la ressource en eau.

La collecte de l'ensemble des eaux pluviales sera assurée de la manière suivante :

- l'étanchéification des fossés existants situés de part et d'autre de la chaussée par des matériaux imperméables ;
- au point de rejet, se trouvera un bassin multifonction couplé à un bassin d'infiltration ;
- les bassins de stockage permettront de stocker les eaux de pluie avec un débit limité calculé sur une période de 100 ans avec un débit de fuite de 2 l/s/hectare et selon exigences de la Police de l'Eau du département du Pas-de-Calais ;
- le bassin multifonction sera étanche (géomembrane, matériaux imperméables). Il permettra de piéger et d'abattre la pollution chronique, accidentelle et saisonnière ;
- le rejet vers le milieu naturel se fera au moyen d'un bassin d'infiltration qui permettra le retour des eaux au milieu naturel dans des conditions proches de l'état initial.

Les équipements répondent aux objectifs suivants :

- stockage des eaux pluviales de ruissellement du bassin versant routier ;
- possibilité de confiner une pollution ponctuelle éventuelle ;
- traitement des débits de fuites ;
- maîtrise des débits rejetés par le bassin de traitement ;
- infiltration des eaux traitées dans le bassin d'infiltration ;
- dilution de la pollution saisonnière (sels de déverglaçage) ;
- abattement de la pollution chronique.

3.2 - Ouvrages et équipements à concevoir

Conception des ouvrages étanches :

- ouvrages de collectes.

Conception des ouvrages en béton armé :

- ouvrages d'entrée et de sortie des bassins ;
- ouvrages de contrôle des débits.

Conception des bassins de gestion du pluvial :

- les hypothèses et méthodes de calculs sont conformes à celles définies par les guides techniques du SETRA ;
- stockage permettant une retenue des eaux pluviales (événement 100 ans, débit de fuite de 2 l/s/ha), selon les exigences de la police de l'eau du Pas-de-Calais ;
- bassins de traitement étanches permettant un abattement des pollutions ;
- bassins d'infiltration permettant une infiltration sûre.

4 - DÉFINITION DE LA MISSION

4.1 - Moyens matériels-logiciels

Le titulaire devra avoir à sa disposition les moyens matériels nécessaires à l'accomplissement de sa mission notamment pour ce qui concerne la reproduction de documents, la réalisation de vues en 3D susceptibles d'être présentées sous forme de diaporama pour les besoins du projet.

Le titulaire devra fournir les fichiers des études sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt, shp. En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

Les études techniques seront réalisées et livrées dans les coordonnées des plans topographiques fournis par le maître d'ouvrage.

Le titulaire devra s'assurer dès le démarrage des études que les versions informatiques dont il dispose sont compatibles avec celles utilisées par le maître d'ouvrage et son représentant. Il indiquera dès le début des études la liste des logiciels informatiques qu'il compte utiliser pour les différentes études à réaliser.

4.2 - Déroulement de la mission

1 - Visite terrains / Réunions

En premier lieu, une réunion de lancement avec les acteurs impliqués permettra de préciser les besoins et les attentes. Préalablement à cette réunion, le bureau d'études est tenu d'avoir pris connaissance du site.

Cette visite pourra être réalisée en présence du représentant de l'acheteur qui lui fournira toutes les indications nécessaires à une bonne perception de l'étude et ses différentes contraintes.

Puis tout au long de sa mission, le titulaire est tenu d'effectuer tous les déplacements, visites et les états des lieux nécessaires à l'exécution de sa mission. De plus, il fera son affaire de l'acquisition des documents indispensables à l'étude.

Il fournira tous les éléments en sa possession pouvant aider à l'élaboration des différents dossiers administratifs. Il recueillera l'ensemble des prescriptions nécessaires.

Tous les 15 jours, un point sera fait avec le maître d'ouvrage.

Pour chaque élément de mission de conception (AVP-PRO), il sera prévu forfaitairement :

- 1 réunion de démarrage ;
- 1 réunion intermédiaire ;
- 1 réunion de synthèse.

Le titulaire du marché aura en charge la rédaction des comptes rendus.

Pour les autres éléments de mission, toutes les réunions nécessaires sont incluses dans les prix relatifs aux missions concernées.

2 - Documents remis

Les notes et documents nécessaires à la tenue des réunions seront produits en nombre suffisant pour être remis à chacun des participants. Les comptes-rendus de réunions seront à la charge du titulaire et

devront être transmis sous quinzaine par mail.

Les dossiers définitifs dont le contenu est détaillé aux articles ci-dessous seront fournis en un exemplaire papier plus un exemplaire reproductible au format PDF. Ils seront préalablement soumis à la validation du chef(fe) de projet et donc remis à ce stade en 1 exemplaire sous forme provisoire + 1 exemplaire reproductible au format PDF.

Le document final de chaque dossier devra être homogène dans sa présentation (formats, reliures, pages de garde et typographie) notamment pour les parties réalisées par différents bureaux d'études. Les éléments d'études rassemblés dans les différents dossiers pourront être utilisés par le maître d'ouvrage.

4.3 - Éléments de mission

Le titulaire du marché aura à assurer la totalité des éléments de mission suivants :

1 - Phase 1 (niveau DIAG)

Durant cette phase, il est demandé au bureau d'études :

- d'analyser les entrants ;
- de procéder à l'analyse des résultats des études géotechniques fournies par le maître d'ouvrage ;
- de faire le recueil de données et des éléments de contexte nécessaires à la réalisation de la phase 2 notamment les informations essentielles liées à la vulnérabilité de la ressource en eau.

Le titulaire aura à charge, a minima, de récupérer sur les différentes bases de données :

- les données propres aux usages des eaux souterraines et superficielles de la BNPE ;
- les données concernant les géologies régionales auprès du BRGM ;
- les données redevances d'usages de l'Agence de l'Eau ;
- les périmètres réglementaires liés aux espaces protégés pour la protection de l'environnement (ZNIEFF, Natura 2000, ZICO, zones humides, réserves naturelles, etc.) ;
- les données relatives aux ressources en eau et aux enjeux à eau potable du SDAGE du bassin Artois-Picardie et du SAGE Marque Deûle.

La DiR Nord fournira les données relatives aux périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable (AEP) qui constituent des données protégées faisant l'objet d'une clause de confidentialité et son patrimoine routier au format pdf/jpg et couches Shapefile.

Le titulaire s'assurera que les données récupérées sont à jour. En cas de données contradictoires (ex : extension de périmètres de protection), les données les plus contraignantes seront retenues.

Le titulaire s'assurera également que les données récoltées relèvent bel et bien de la ressource en eau.

- De rédiger une note d'identification et d'appropriation des contraintes fonctionnelles, environnementales et réglementaires (ex : PLU).

Un rapport, soumis à approbation du maître d'ouvrage, posera :

- le contexte ;
- les contraintes physiques, économiques et d'environnement ;

- les enjeux.

Il comprendra notamment une proposition globale de gestion des eaux pluviales du bassin versant routier.

2 - Phase 1 (niveau AVP)

Durant cette phase, le bureau d'études réalisera les études de conception de niveau avant-projet. Ces études sont destinées à préciser le choix d'une solution technique sur l'ensemble du périmètre d'étude, la détermination de ses principales caractéristiques, le phasage technique et l'estimation correspondante.

Un rapport, soumis à approbation du maître d'ouvrage, contiendra :

- la description de tous les travaux prévus, notamment la conception des ouvrages ;
- l'emplacement des ouvrages (collecte et traitement) par une représentation cartographique à une échelle adaptée ;
- les dispositions proposées pour améliorer l'insertion des ouvrages dans leur environnement et pour limiter les risques lors d'évènements exceptionnels (surverses, etc.) ;
- l'identification des contraintes liées à la réalisation des travaux, approche du phasage technique des interventions en travaux, notamment le mouvement des terres, la provenance et destination des matériaux ;
- les mesures d'accompagnement préconisées pour chaque ouvrage, en vue d'améliorer le fonctionnement, faciliter l'entretien, limiter l'impact des aménagements sur le milieu naturel (faune et flore) ;
- l'estimation sommaire du coût prévisionnel des travaux par nature d'ouvrage sur la base d'un avant-métré ;
- le planning des travaux par nature d'ouvrage ;
- l'estimation des coûts d'entretien des aménagements ;
- les aléas techniques ;
- l'exploitation sous chantier ;
- les délais de réalisation.

Durant cette phase, le bureau d'études se devra d'être source de proposition sur les équipements. Il assurera une synthèse des équipements envisagés et travaillera en étroite collaboration avec le représentant de l'acheteur et les organismes externes à l'opération si besoin est. Plusieurs scénarios peuvent être envisagés par le bureau d'études.

Il appartiendra au titulaire de prendre connaissance et en compte les préconisations des différentes études. Des études de sols ont été effectuées sur une partie des terrains (géotechnique, perméabilité). Il conviendra de prendre en compte la synthèse de ces données afin d'implanter les ouvrages à venir et de s'assurer du bon fonctionnement des équipements.

Le titulaire devra tenir compte et intégrer toutes les contraintes du territoire (d'ordre législatif, foncier, technique, économique, urbanistique). Il se rendra disponible à toutes les réunions nécessaires.

Le titulaire doit prendre en compte les mesures à mettre en œuvre pour la protection de l'environnement et la gestion des déchets sur la base des éléments transmis par le représentant de l'acheteur et sur la base des études environnementales qui lui auront été transmises. Le titulaire veillera notamment à minimiser l'impact environnemental de la solution proposée par la mise en place d'une démarche ERC (Éviter, Réduire, Compenser) .

Le titulaire procédera également à l'analyse du cycle de vie de l'infrastructure routière (ACV). Cette méthodologie devra évaluer et minimiser les impacts environnementaux de l'infrastructure sur l'ensemble de sa durée de vie.

Le titulaire devra considérer, de l'extraction des matières premières à la fin de vie, les différentes parties du cycle de vie suivantes :

- Extraction des matières premières (A1) : Elle implique l'obtention et la préparation des matières premières avant le début de la fabrication ;
- Transport (A2) : Les matières premières sont transportées vers une installation de production pour fabriquer les produits finis ;
- Fabrication (A3) : Les matières premières sont transformées en un produit fini, prêt pour la distribution ;
- Distribution (A4) : Les produits finis sont chargés dans des sacs ou des conteneurs en vrac et transportés vers le site de construction ;
- Construction (A5) : Cette étape inclut toutes les activités nécessaires à la construction physique de l'infrastructure, y compris la manipulation des matériaux, les opérations de machinerie et l'installation des infrastructures essentielles ;
- Phases d'utilisation (B1-B7) : Cette phase de la construction couvre l'utilisation, la maintenance, la réparation et la rénovation de l'infrastructure, y compris les activités pour assurer sa fonctionnalité, sa longévité et les mises à niveau nécessaires tout au long de sa vie opérationnelle ;
- Phases de fin de vie (C1-C4) : Elles se concentrent sur la déconstruction, le transport, le traitement des déchets et l'élimination des matériaux à la fin de la vie de l'infrastructure, en mettant l'accent sur le recyclage et la gestion des déchets.

La phase 1 fera l'objet d'un avant-projet sommaire (APS) et d'un avant-projet détaillé (APD).

3 - Phase 2 (niveau PRO)

Durant cette phase, le bureau d'études réalisera les études de conception de niveau projet. Ces études sont destinées à fixer, avec toute la précision nécessaire, les caractéristiques et dimensions des différents éléments de l'opération afin d'en permettre l'exécution.

Après validation de l'avant-projet et choix de la (ou des) solution(s), le titulaire rédigera un dossier de type projet des ouvrages, complété par des plans cotés, des profils des ouvrages et renforcé par un argumentaire détaillé et une carte de synthèse des ouvrages à une échelle adaptée.

Les documents et notamment les spécifications et descriptifs techniques devront être suffisamment précis et détaillés pour ne donner lieu à aucune erreur d'interprétation et comporter les énumérations complètes définissant la totalité des ouvrages et les obligations de résultats demandés par le maître d'ouvrage.

Le contenu comprend notamment :

- la mise à jour éventuelle de l'AVP ;
- le dimensionnement (comprenant les notes de calculs) des fossés/caniveaux, des bassins et de tous les ouvrages techniques ainsi que la définition de leurs caractéristiques techniques et altimétriques ;
- Les équipements devront répondre aux objectifs fixés par la loi sur l'eau :
 - Stockage des eaux pluviales de ruissellement, sur le bassin versant concerné par l'étude,

dans les bassins multifonction ;

- Possibilité de confiner une pollution ponctuelle éventuelle dans les bassins multifonction ;
 - Maîtrise des débits rejetés par les bassins multifonction ;
 - Traitement des débits de fuites dans les bassins multifonction ;
 - Infiltration contrôlée des eaux traitées dans les bassins d'infiltration ;
 - dilution de la pollution saisonnière (sels de déverglaçage) ;
 - abattement de la pollution chronique.
- le descriptif technique des ouvrages, en précisant la nature des matériaux et équipements et les conditions de leur mise en œuvre ;
 - la description des éléments d'insertion retenus pour améliorer l'insertion des ouvrages dans leur environnement, des mesures d'accompagnement et de protection particulière propres à chaque ouvrage ;
 - l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux détaillées par poste et par nature, décomposée en éléments techniquement homogènes et répartie par ouvrage, sous format tableur comprenant un détail quantitatif estimatif et un bordereau des prix unitaires ;
 - la notice d'exploitation sous chantier ;
 - l'estimation définitive des coûts d'exploitation annuels ;
 - les dispositions à prendre pour contrôler la qualité des travaux et le bon fonctionnement des ouvrages avant mise en service (contrôle des canalisations, essais de compactage, etc.) ;
 - les dispositions générales et les spécifications techniques des équipements répondant aux besoins de l'exploitation (gestion et entretien des ouvrages) ;
 - le calendrier prévisionnel détaillé des travaux ;
 - le cahier des clauses techniques particulières au format texte ;
 - la fourniture de plans, coupes ou élévations les formes des différents éléments des dispositifs, cotés et rattachés en projection tel que celle des plans fournis par le maître d'ouvrage et l'établissement des plans de toutes les parties des aménagements (génie civil et équipements), aux échelles adaptées ;
 - toute note technique complémentaire nécessaire.

Le titulaire doit prendre en compte les mesures à mettre en œuvre pour la protection de l'environnement et la gestion des déchets sur la base des éléments transmis par le représentant de l'acheteur et sur la base des études environnementales qui lui auront été transmises. Le titulaire veillera notamment à minimiser l'impact environnemental de la solution proposée par la mise en place d'une démarche ERC (Éviter, Réduire, Compenser).

Remarque importante :

Les plans fournis serviront de pièces techniques aux Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE). Ils présentent un niveau de précision suffisant pour permettre d'appréhender tous les travaux à réaliser et tous les éléments à prendre en compte lors de l'exécution.

Les prix de l'estimation sont décomposés en vue de l'établissement ultérieur du bordereau des prix. L'estimation est accompagnée des documents de travail et métrés détaillés ayant servi de base à son établissement.

Le cas échéant, le titulaire rédige une note indiquant les incertitudes et aléas prévisibles en phase

d'exécution ainsi que la justification d'une éventuelle évolution de l'estimation projet par rapport à l'estimation prévisionnelle issue de l'avant-projet. A cette fin, le titulaire indiquera les références de prix utilisées pour son estimation.

4.4 - Obligation de discrétion

Tous renseignements ou communications de documents à des tiers doit au préalable faire l'objet d'une demande écrite du titulaire au représentant de l'acheteur puis d'une autorisation de ce dernier.

5 - DOCUMENTS TECHNIQUES DE RÉFÉRENCE

Les prestations seront réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur à la date de signature du marché, et en suivant les règles de l'art définies dans les divers guides, dossiers pilotes et recommandations techniques relatifs au sujet. En cas de contradiction entre les différents textes réglementaires, le texte le plus contraignant est à considérer. Les différents textes réglementaires cités ci-dessous ne constituent en aucun cas une liste exhaustive et limitative mais juste un rappel des principales références réglementaires générales.

Le prestataire ne peut se prévaloir de la non connaissance de toutes les réglementations en vigueur à la date de signature du marché.

Il sera notamment retenu :

- le Code de l'Environnement ;
- la Directive-cadre sur l'eau (DCE) et sa transposition en droit français ;
- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux – SDAGE du bassin Artois-Picardie (2022-2027) ;
- le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux - SAGE Marque Deûle (2020) ;
- le Plan de Prévention des Risques et Inondations (PPRI).

Les guides, règlements et rapports d'études :

- instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national (12/2021) ;
- fascicules 70-1 et 71 du CCTG ;
- guides techniques du SETRA :
 - Drainage routier (GTDR-03/2006) ;
 - Assainissement routier (GTAR-10/2006) ;
 - Pollution d'origine routière (GTPOR-08/2007) ;
 - L'eau et la route volume 7 « Dispositifs de traitement des eaux pluviales » (1993) ;
 - L'entretien de l'assainissement de la route (1991) ;
- notes d'information du SETRA :
 - n°75 : Calcul des charges de pollution chronique dans les eaux de ruissellement issues des plate-formes routières (06/2006) ;
 - n°80 : Méthode de hiérarchisation de la vulnérabilité de la ressource en eau (12/2007) ;
 - n°83 : Traitement des eaux de ruissellement routières (02/2008) ;
 - n°90 : Insertion d'une infrastructure de transport. Concilier assainissement et enjeux de paysage (09/2009) ;
- Cerema :
 - FI n°1 : Principes généraux de gestion des eaux pluviales (12/2014) ;
 - FI n°3 : Conditions pluviométriques locales (12/2014) ;
 - FI n°6 : Études de sols pour les ouvrages d'infiltration ou de rétention d'eaux pluviales ;

- DIR ouest : Guide de conception des bassins d'assainissement (2013) ;
- memento 2017 de l'ASTEE succédant à l'instruction technique IT 77-284.

Pour l'Analyse du Cycle de Vie (ACV) :

- Norme ISO 14040:2006 ;
- Norme ISO 14044:2006.